

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

L'Hiver démographique en Europe

Indicateurs du phénomène et de sa perception

*Cette étude a reçu le soutien financier du Parlement européen.
Les auteurs sont seuls responsables du contenu.*

L'Hiver démographique en Europe



**Indicateurs du phénomène
et de sa perception**

Octobre 2025

Table des matières

Introduction	03
---------------------	-----------

I. Évolution démographique et notions clés	04
---	-----------

II. Perception de la crise démographique	10
---	-----------

III. Opinion sur l'impact de l'immigration	13
---	-----------

IV. Opinion sur les politiques de soutien à la natalité	17
--	-----------

Introduction

Depuis l'Antiquité, la connaissance de la démographie constitue un **pilier fondamental de toute construction politique**. Dans la Rome impériale comme dans les États modernes, le recensement a toujours été indissociable de la puissance militaire, de la fiscalité et de la légitimité politique (cf Institut Montaigne). Ce lien structurel entre État et population se retrouve aujourd'hui dans le débat européen : alors que l'expansion démographique était autrefois synonyme de prospérité et de puissance, l'Union européenne (UE) est désormais confrontée à une dynamique inverse : un déclin démographique profond et durable.

Cette crise démographique se caractérise avant tout par un solde naturel négatif — c'est-à-dire un nombre de décès supérieur à celui des naissances. En 2024, l'UE a enregistré **un déficit naturel de plus de 1,2 million de personnes**. Le taux de fécondité moyen se situe très en deçà du seuil de renouvellement des générations fixé à 2,1. Ce phénomène concerne l'ensemble du continent, y compris des pays qui semblaient jusqu'ici relativement protégés, comme la France.

Pourtant, malgré cette érosion naturelle, la population totale de l'UE atteignait 450,4 millions d'habitants au 1er janvier 2025, soit une légère augmentation d'un million en un an. La **croissance démographique européenne n'est due qu'au solde migratoire positif**. L'immigration est donc devenue un facteur structurant — sinon déterminant — de la démographie européenne.

Cette évolution soulève **une tension politique majeure**. D'un côté, les institutions européennes présentent l'immigration comme une réponse pragmatique aux défis démographiques : elle permettrait de compenser la baisse de la population active et d'atténuer les pénuries de main-d'œuvre. De l'autre, une large part des opinions publiques exprime une inquiétude croissante face à ce recours structurel à l'immigration. En 2024, 53 % des Européens considéraient l'immigration comme un problème pour leur pays, et 71 % estimaient que leur pays accueillait trop de migrants.

Ce **décalage entre la logique institutionnelle et la perception citoyenne** est central pour comprendre les dynamiques à l'œuvre. Selon Eurobaromètre, 81 % des Européens jugent que la gestion des enjeux démographiques doit devenir une priorité politique. Cette demande se structure autour de trois problématiques :

- Avec l'allongement de la durée de la vie, comment assurer une existence de qualité aux personnes âgées ?
- Face à ce vieillissement des sociétés, comment financer leur modèle social ?
- Et enfin, le recours à l'immigration est-il inéluctable ?

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude, : mettre en relation les indicateurs du phénomène et de sa perception. **Face à la "boîte à outils" de l'UE, il s'agit d'initier une riposte réaliste, prenant en compte l'état des opinions publiques européennes**. À partir de données souvent parcellaires, nous suivons quatre axes : l'évolution démographique et ses indicateurs clés ; la perception de cette crise par les opinions publiques ; le jugement sur l'impact de l'immigration extra-européenne ; et enfin les attentes citoyennes vis-à-vis des politiques publiques de soutien démographique.

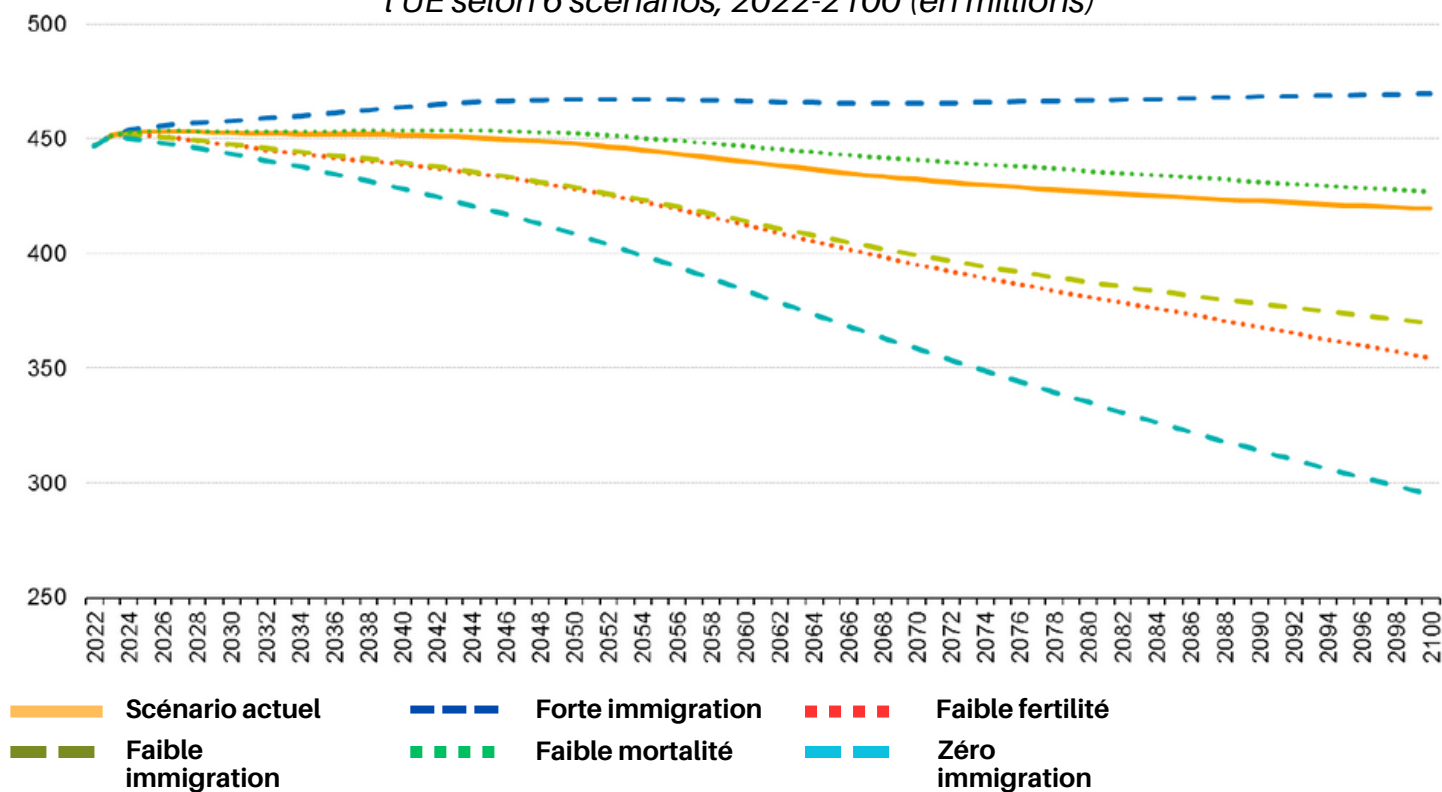
I. Évolution démographique et notions clés

L'UE est confrontée à une crise démographique profonde, dont les racines remontent à plusieurs décennies. Depuis 2012, l'UE enregistre un solde naturel négatif, avec plus de décès que de naissances, phénomène amplifié par le vieillissement accéléré de sa population. **En 2024, l'UE a comptabilisé 4,82 millions de décès pour 3,56 millions de naissances, soit un déficit naturel de 1,26 million de personnes.**

Cette dynamique démographique est partiellement compensée par l'immigration. En 2024, le solde migratoire net a été estimé à +2,3 millions de personnes, contribuant ainsi à une croissance nette de la population européenne. Cependant, cette croissance est inégale entre les États membres, certains enregistrant des baisses de population, tandis que d'autres connaissent des augmentations significatives.

Cette situation soulève des questions cruciales concernant la souveraineté démographique de l'Europe. La dépendance croissante à l'immigration pour maintenir la population active et soutenir les systèmes sociaux et économiques interroge sur la pérennité de ce modèle à long terme. De plus, le vieillissement démographique entraîne une augmentation de la part des personnes âgées de 65 ans et plus, qui représente désormais 21,1 % de la population européenne, et devrait atteindre 32,5 % d'ici 2100. Face à ces défis, il est impératif de comprendre les notions clés qui façonnent la démographie européenne. Ce glossaire propose une analyse détaillée de ces concepts, en fournissant des définitions précises et des exemples chiffrés actualisés, afin de mieux appréhender les enjeux liés à l'évolution démographique de l'UE.

Projection de l'évolution démographique des pays de l'UE selon 6 scénarios, 2022-2100 (en millions)



Notions clés

① Évolution du nombre d'habitants

L'évolution du nombre d'habitants mesure la variation de la population totale d'un territoire sur une période donnée. Elle combine le solde naturel (naissances moins décès) et le solde migratoire (immigrants moins émigrants). Cet indicateur permet d'appréhender la dynamique démographique globale, mais masque souvent des disparités internes : certains pays peuvent connaître un déclin naturel compensé par l'immigration.

Chiffres UE : Au 1er janvier 2025, la population de l'UE était de 450,4 millions, soit une augmentation d'environ 1,07 million par rapport à 2024. Cependant, huit États membres, dont la Lituanie, la Hongrie, la Pologne et l'Estonie, ont enregistré un déclin démographique (Eurostat, 2025).

② Taux de croissance démographique

Le taux de croissance démographique exprime la variation annuelle de la population rapportée à la population moyenne, généralement en pour mille (‰). Il permet de comparer la dynamique démographique de pays de tailles différentes. Un taux positif indique une croissance, un taux négatif un déclin. Il résulte du solde naturel et du solde migratoire.

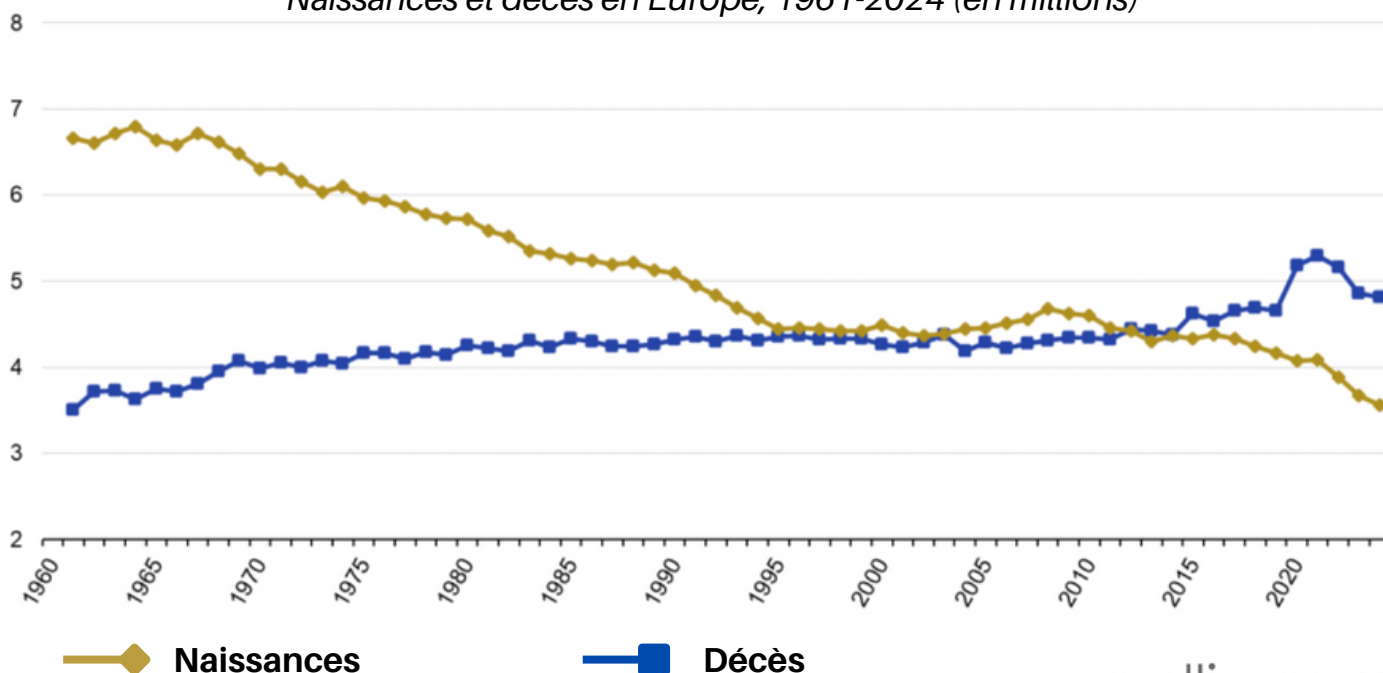
Chiffres UE : En 2024, le taux de croissance démographique de l'UE était de 2,4 ‰, principalement dû à l'immigration nette, le solde naturel étant négatif (Eurostat, 2025).

③ Solde naturel (ou taux d'accroissement naturel)

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur une période donnée. Un solde positif reflète une croissance démographique interne, un solde négatif une dépopulation naturelle. Il ne tient pas compte des migrations.

Chiffres UE : En 2024, 3,56 millions de naissances ont été enregistrées contre 4,82 millions de décès, générant un solde naturel négatif de -1,26 million (Eurostat, 2025).

Naissances et décès en Europe, 1961-2024 (en millions)



4 Taux brut de natalité

Le taux brut de natalité mesure le nombre de naissances vivantes pour 1 000 habitants par an. Il permet d'évaluer la fréquence des naissances et influence directement le solde naturel. Il varie selon la structure par âge de la population.

Chiffres UE : En 2023, le taux brut de natalité de l'UE était de 8,2‰ (Eurostat, 2024).

5 Taux brut de mortalité

Le taux brut de mortalité correspond au nombre de décès pour 1 000 habitants par an. Il dépend fortement de la structure par âge et constitue un élément essentiel du calcul du solde naturel.

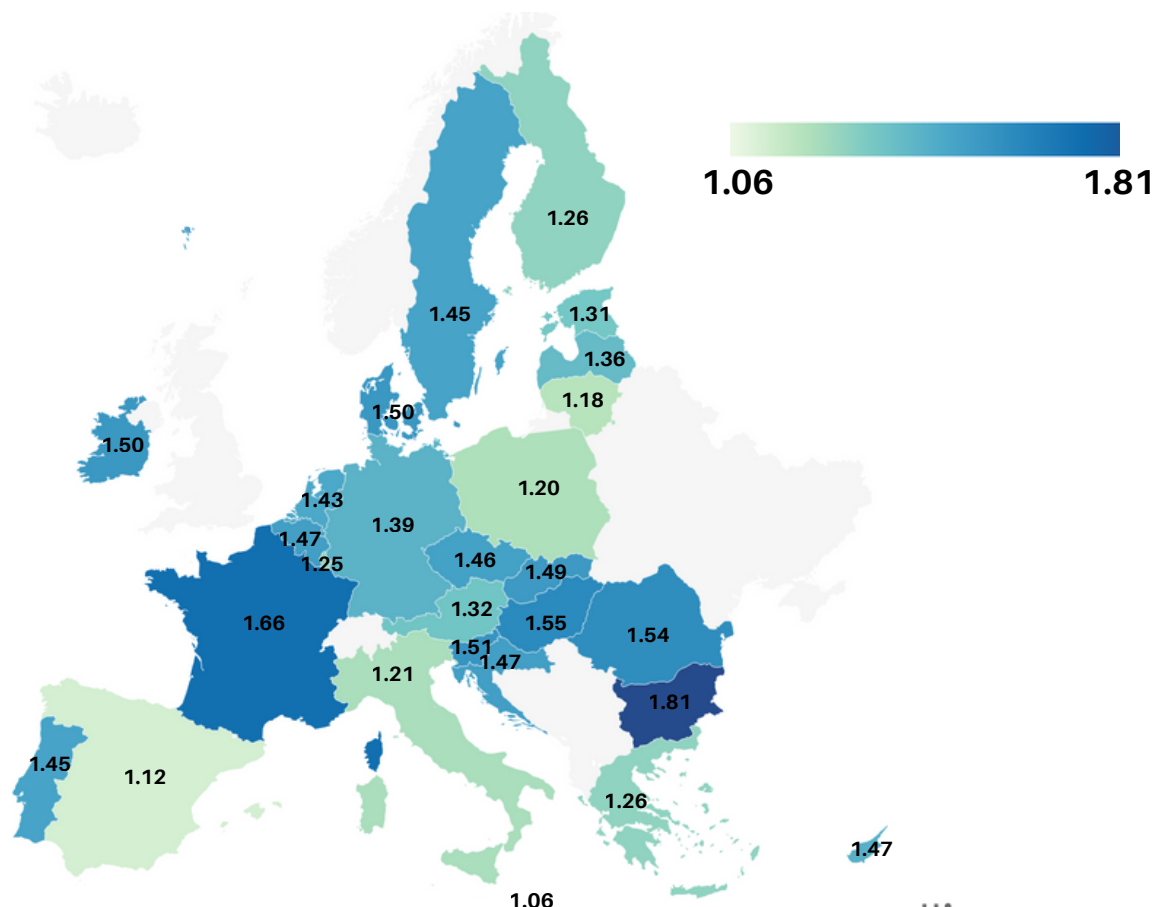
Chiffres UE : En 2023, le taux brut de mortalité de l'UE était de 10,8‰ (Eurostat, 2024).

6 Indicateur de fécondité

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) estime le nombre moyen d'enfants qu'une femme aurait au cours de sa vie si elle connaissait les taux de fécondité par âge d'une année donnée. Il s'agit d'une projection et non d'un constat sur une génération réelle. Il permet d'évaluer la capacité d'une population à se renouveler. Le seuil de remplacement des générations est de 2,1 enfants par femme.

Chiffres UE : En 2023, le taux de fécondité moyen était de 1,38 enfant par femme (Eurostat, 2024).

Taux de fécondité par État membre (2025)



7 L'âge moyen des femmes à la naissance de leur premier enfant

Cet indicateur mesure l'âge moyen auquel les femmes donnent naissance à leur premier enfant. Un âge plus avancé réduit le nombre total d'enfants par femme et impacte la fécondité globale.

Chiffres UE : En 2023, l'âge moyen à la première naissance était de 29,8 ans, variant de 26,9 ans en Bulgarie à 31,8 ans en Italie (Eurostat, 2024).

8 L'espérance de vie

L'espérance de vie à la naissance est le nombre moyen d'années qu'un individu peut espérer vivre si les conditions de mortalité actuelles restent constantes. Elle reflète la santé et le bien-être de la population.

Chiffres UE : En 2023, l'espérance de vie moyenne à la naissance était de 81,5 ans (84 ans pour les femmes, 78,7 ans pour les hommes) (Eurostat, 2024).

9 L'âge médian d'une population

L'âge médian divise la population en deux groupes égaux : la moitié plus jeune et la moitié plus âgée. Il est moins sensible aux valeurs extrêmes que l'âge moyen et indique clairement le vieillissement de la population.

Chiffres UE : En 2024, l'âge médian dans l'UE était de 42,8 ans (Eurostat, 2025).

10 Taux de dépendance

Le taux de dépendance mesure le rapport entre la population "dépendante" (<15 ans et ≥65 ans) et la population en âge de travailler (15-64 ans). Il reflète le poids démographique que la population active doit soutenir.

Chiffres UE : En 2022, le taux de dépendance total de l'UE était de 56 % (Eurostat, 2024).

11 Taux de dépendance total

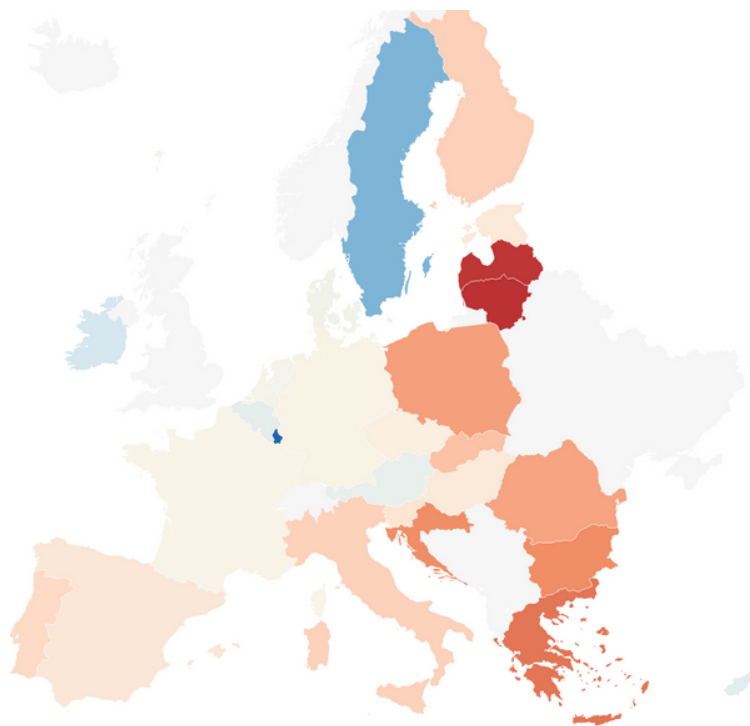
Il s'agit de la somme des taux de dépendance des jeunes et des seniors, donnant une vision globale de la charge sur la population active.

Chiffres UE : En 2022, la dépendance des jeunes était de 23 % et celle des personnes âgées de 33 %, soit 56 % au total (Eurostat, 2024).

12 Taux de dépendance des personnes âgées

Le taux de dépendance des personnes âgées mesure le rapport entre les 65 ans et plus et les 15-64 ans. Il évalue la soutenabilité des retraites et du système de santé.

Chiffres UE : En 2019, ce taux était de 31 % ; il pourrait atteindre 57 % d'ici 2100 si les tendances actuelles persistent (Eurostat, 2024).



Projection de l'évolution de la population dans l'UE d'ici à 2100 (Scénario Actuel)

13 Solde Migratoire

Le solde migratoire est la différence entre le nombre d'entrées et de sorties d'un territoire sur une année. Dans l'UE, il compense aujourd'hui le déficit naturel pour assurer la croissance démographique.

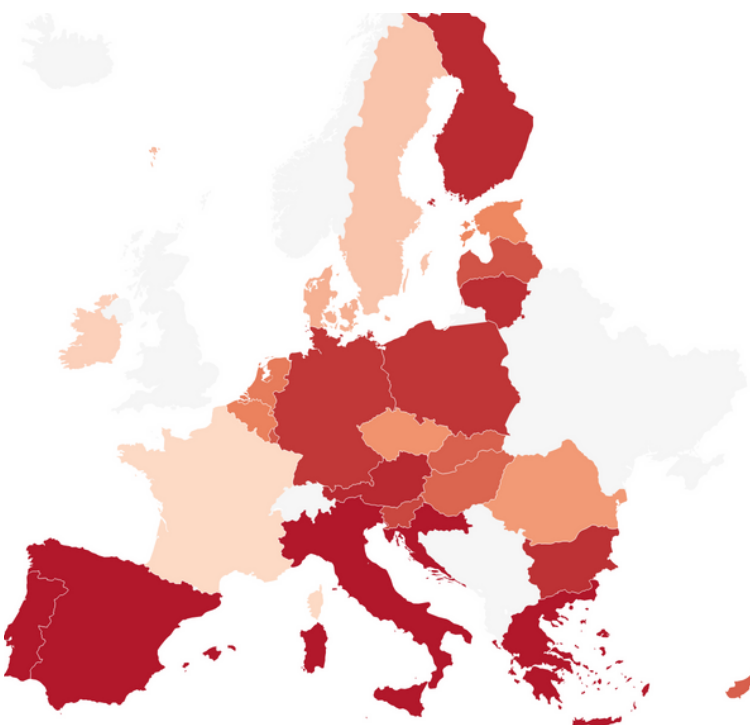
Chiffres UE : En 2024, le solde migratoire net était de +2,3 millions (Eurostat, 2025)

14 Le taux de fécondité des populations immigrées

Ce taux mesure le nombre moyen d'enfants par femme au sein des populations nées à l'étranger résidant dans l'UE. Il tend à être supérieur à celui des populations natives, mais converge avec le temps vers le taux national.

Chiffres UE : En France, le taux de fécondité des femmes immigrées était de 2,6 enfants par femme en 2023, contre 1,7 pour les femmes natives (INSEE, 2023).

Projection de l'évolution de la population dans l'UE d'ici à 2100 (Scénario Zéro Immigration)



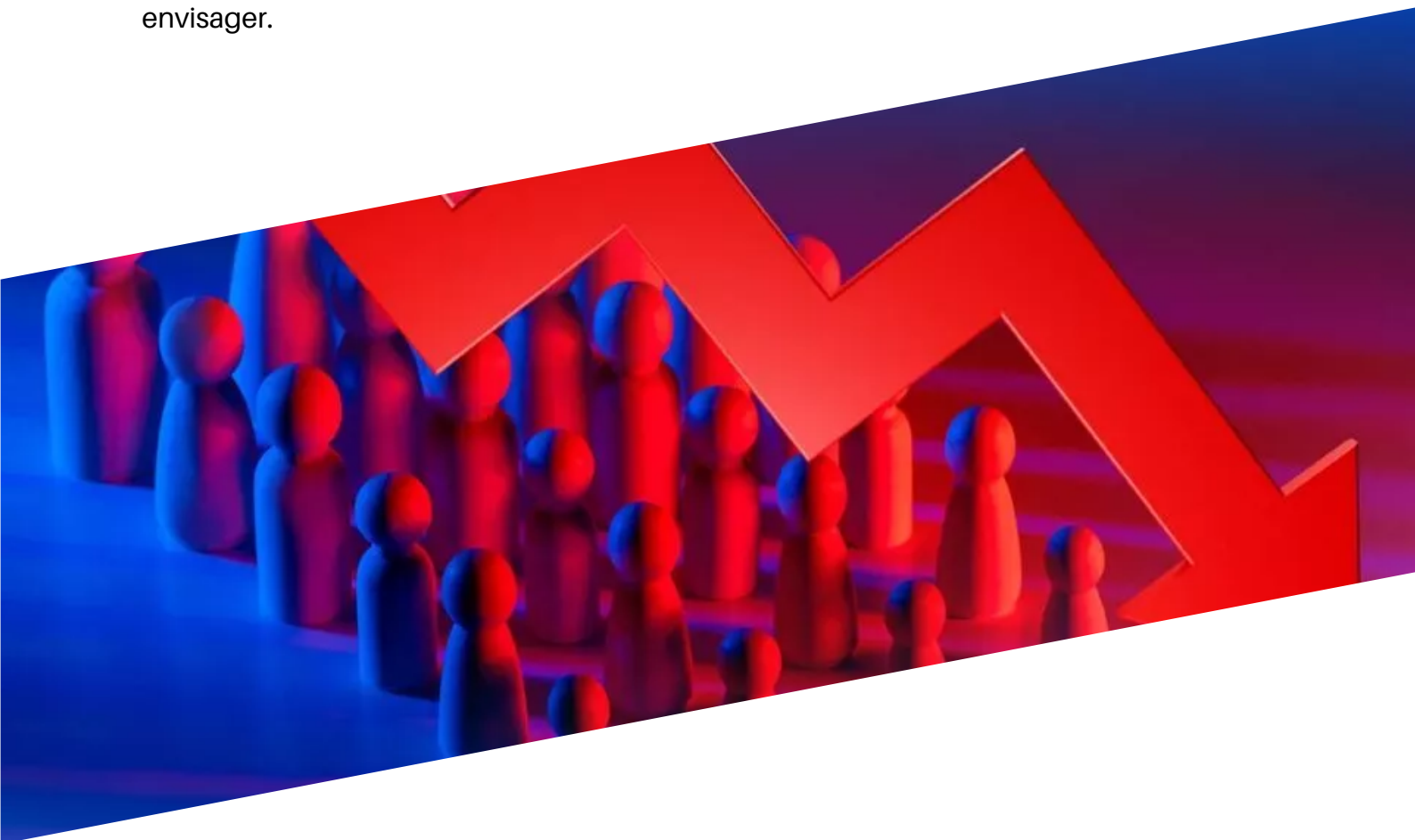
En résumé, les éléments principaux pour une politique européenne :

- La stabilité voire la légère progression démographique européenne masque un solde naturel de plus en plus négatif.
- Le phénomène est continental et emporte les pays qui comme la France semblaient au début du siècle épargné. Les différences culturelles ou de modèle social au sein de l'UE ne font plus la différence sur ce sujet.
- L'apport numérique de l'immigration modifie le sens de plusieurs indicateurs démographiques.
- Le vieillissement de la population européenne pose quant à lui une question économique et sociale, dont témoigne l'usage de la notion de taux de dépendance.

Trois indicateurs à suivre en priorité pour l'action politique :

1. Le taux de fécondité
2. Le taux d'accroissement naturel
3. Le taux de dépendance des personnes âgées

Après avoir établi le cadre factuel de cette crise à travers ses principaux indicateurs, il est nécessaire d'analyser plus finement la manière dont cette réalité est interprétée par les opinions publiques. La deuxième partie de cette étude se penchera donc sur la perception de cette crise démographique par les Européens, en explorant leur analyse des causes, leurs craintes pour l'avenir et leur jugement sur les solutions politiques à envisager.



II. Perception de la crise démographique

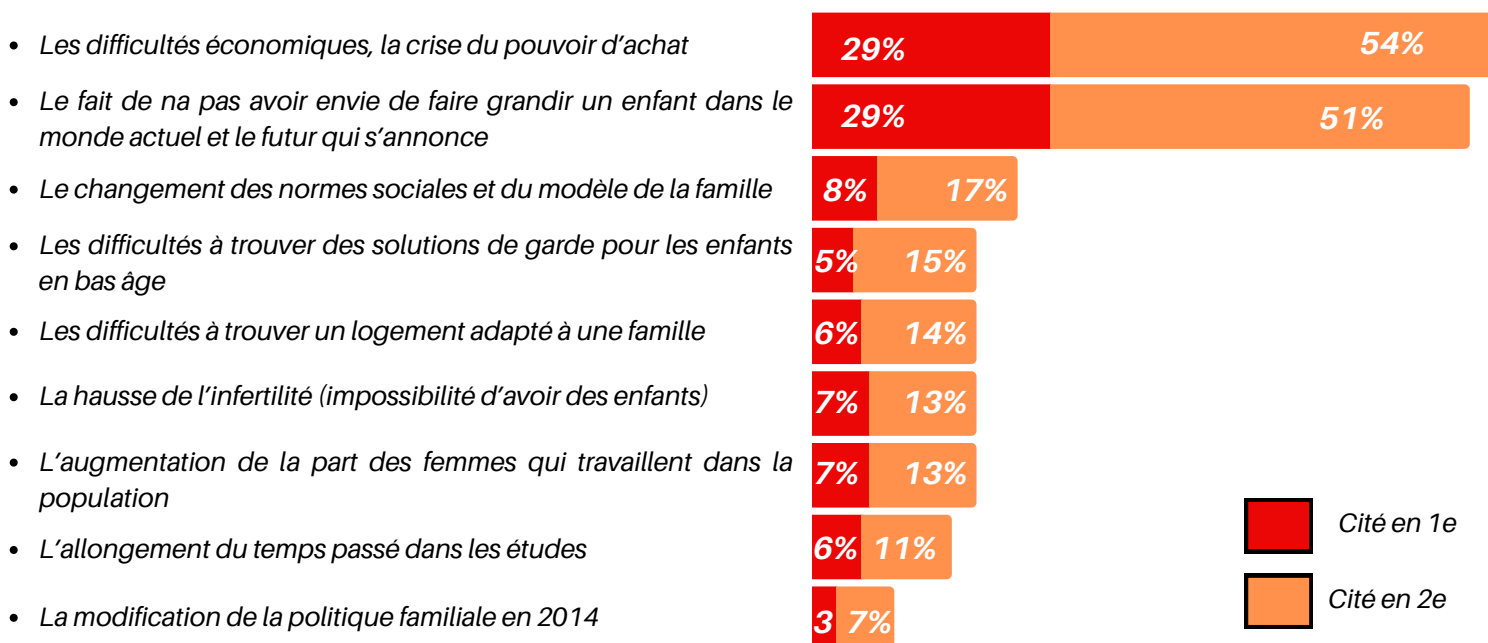
La crise démographique est aujourd'hui perçue comme un enjeu majeur par les opinions publiques européennes. Selon les dernières enquêtes Eurobaromètre, 37 % des citoyens de l'Union européenne classent le "changement démographique" — entendu comme le vieillissement de la population et la dépopulation — parmi les principales menaces pesant sur la prospérité et la compétitivité économique de l'UE. Cette inquiétude est particulièrement forte dans plusieurs États membres d'Europe centrale et méridionale : Bulgarie (53 %), Hongrie (53 %), Lituanie (53 %), Portugal (50 %), Estonie (49 %) et Grèce (48 %).

Sur le plan des effets perçus, une large majorité des Européens exprime des préoccupations économiques :

- 69 % estiment que les tendances démographiques actuelles mettent en péril la prospérité économique et la compétitivité à long terme de l'UE,
- 67 % considèrent qu'elles compromettent la viabilité des finances publiques,
- 67 % y voient une cause majeure de pénuries de main-d'œuvre.

On observe ainsi une convergence des opinions publiques européennes autour de trois préoccupations principales : vieillissement, contraintes économiques et tensions sur le marché du travail. Cette perception témoigne d'un glissement du débat démographique vers des enjeux socio-économiques, souvent traités de manière technique et financière dans le discours politique européen, plutôt que sous l'angle identitaire ou culturel.

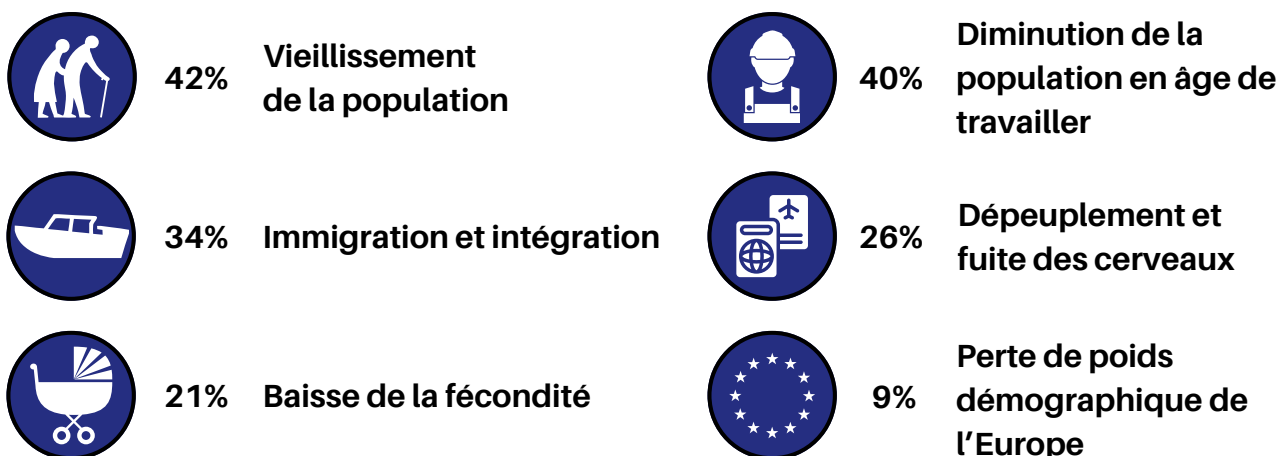
Selon vous, quelles sont les raisons de la baisse du nombre d'enfant par femme ? (En% - Ensemble des Français)



Vieillissement et déclin de la population active : les principaux dangers identifiés

De manière significative, la crise démographique ou le déclin démographique est intitulé dans le questionnaire de ce sondage « changement démographique » ou « transition démographique », sur le modèle du climat. La dimension purement économique et financière du problème est privilégiée dans cette étude de l'UE.

Quel **défi démographique** est ressenti comme **le plus urgent** ?



Ces résultats révèlent une hiérarchie claire :

- Les enjeux liés au vieillissement sont perçus comme prioritaires dans plusieurs pays (Pologne 57 %, Pays-Bas 56 %, Portugal 53 %, Espagne 51 %, Finlande 51 %).
- Le taux de dépendance est implicitement identifié comme un facteur critique.
- Si la question migratoire n'arrive qu'en troisième position en moyenne européenne, elle est en tête en Allemagne, en Autriche, au Luxembourg, à Chypre, à Malte et en Suède, révélant une fracture géopolitique dans la perception du phénomène.

La perception de la crise démographique en Europe est largement structurée par des considérations économiques : vieillissement, retraites, dépendance et emploi. Les opinions publiques convergent sur la gravité du phénomène et ses implications sociales et financières.

Cependant, des divergences apparaissent :

- Les pays d'Europe centrale (Hongrie, Bulgarie, Lituanie) expriment une inquiétude plus forte et structurée autour d'un discours nataliste,
- Les pays d'Europe occidentale associent davantage le sujet à des contraintes économiques,
- Certains États, notamment en Europe du Nord, placent la question migratoire au premier plan.

Cette cartographie des perceptions souligne que la crise démographique, au-delà des chiffres, est un enjeu politique différencié selon les contextes nationaux. Elle ouvre sur la partie suivante de cette étude, consacrée à la perception de l'impact de l'immigration extra-européenne sur la démographie du continent.

Trois illustrations nationales

Une inquiétude croissante et liée aux conditions économiques

En France, 60 % de la population considère que la baisse du nombre de naissances constitue un problème (contre 31 % qui ne la jugent pas préoccupante).

Cette inquiétude est plus forte chez les parents (63 %) que chez les personnes sans enfants (45 %), et elle croît avec l'âge.

Les causes les plus fréquemment citées sont :

- Les difficultés économiques et matérielles (29%),
- L'incertitude face à l'avenir (29%),
- Dans une moindre mesure, l'évolution des valeurs et modes de vie (8%).

Cette tendance traduit une progression lente mais continue de la conscience démographique dans l'opinion française, souvent exprimée en termes économiques plutôt que culturels.

Une crise de la natalité profondément sociale

En Italie, la perception de la crise démographique est liée à des facteurs socio-économiques et culturels :

- 62 % évoquent le manque d'aisance matérielle, notamment la difficulté d'accéder à la propriété,
- 52 % pointent l'évolution des modes de vie, notamment la baisse du mariage,
- 50 % soulignent les contraintes professionnelles.

Ces perceptions sont renforcées par un effet générationnel marqué : seuls 14 % de la génération Z (16-26 ans) ont des enfants, contre 75 % chez les baby-boomers. Pour près d'un tiers des Italiens sans enfants (30 %), la parentalité n'est plus un projet de vie prioritaire, illustrant une transformation culturelle profonde.

La démographie perçue comme un enjeu national majeur

En Hongrie, la perception du déclin démographique est particulièrement aiguë :

- 86 % des personnes interrogées estiment que la baisse des naissances est un problème majeur pour le pays,
- 80 % jugent que la natalité et la démographie devraient constituer une priorité nationale.

Les explications avancées sont principalement matérialistes :

Difficultés économiques (52 %), Instabilité politique et incertitude (33 %), Évolution des valeurs sociales (18 %), Problèmes de logement (17 %), Manque d'infrastructures d'accueil pour enfants (11 %). Cette perception rejoint les orientations politiques nationales, où la démographie est un axe central des politiques publiques.

III. Opinion sur l'impact de l'immigration

« Pour les institutions européennes, l'immigration n'est pas un problème, c'est un projet » **Jordan Bardella, 10 Avril 2023**

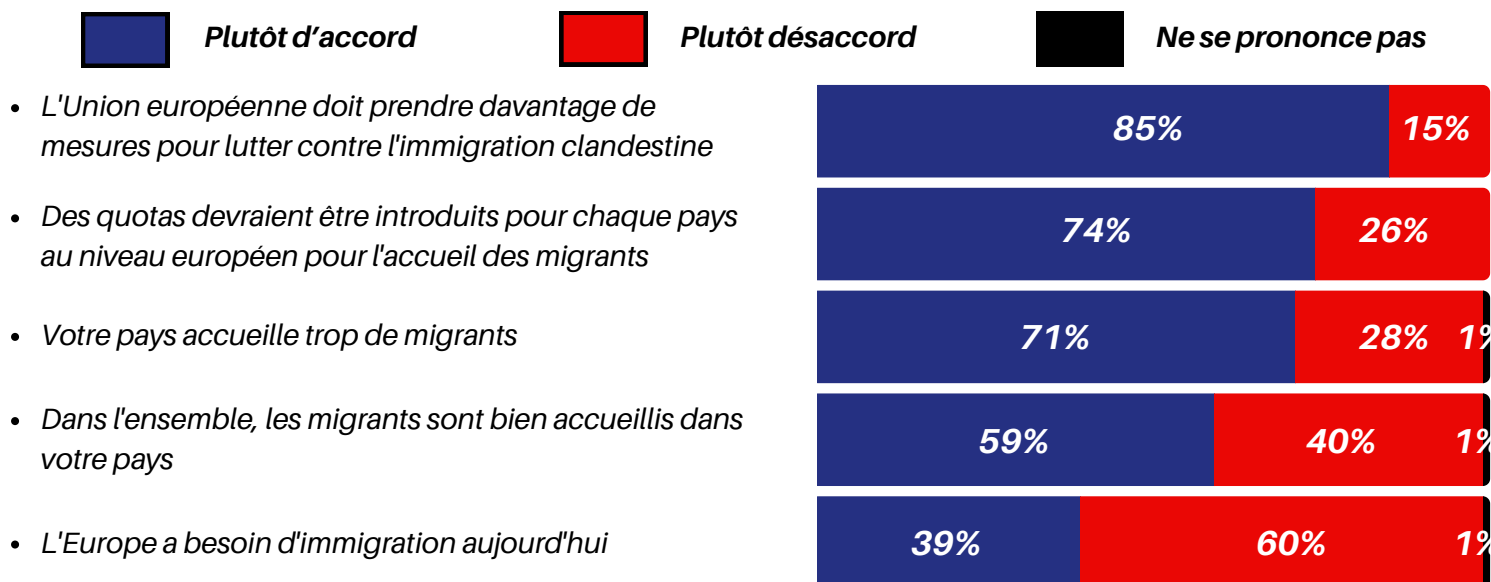
Dans sa « panoplie d'instruments d'action » pour faire face au « changement démographique », présentée en octobre 2023, la **Commission européenne** insiste sur les « pénuries de main-d'œuvre » touchant de nombreux secteurs. Elle estime que « l'amélioration des voies de migration légale vers l'UE » peut contribuer à pourvoir les emplois vacants et à soutenir le marché du travail européen.

En France, l'Institut Montaigne concluait ainsi une note récente sur la situation démographique nationale : « avec un solde naturel qui s'apprête à devenir négatif, la France ne pourra plus que compter sur l'immigration pour continuer à avoir une croissance démographique positive ».

L'UE fait de cette approche un pilier de sa politique démographique, en s'appuyant sur l'argument économique de la main-d'œuvre. Ainsi, dans une étude ad hoc sur la crise démographique, la Commission pose la question suivante : « Les tendances démographiques actuelles contribuent-elles à l'inadéquation des compétences dans l'Union européenne ? ». 66 % des Européens répondent par l'affirmative, avec une attitude homogène dans l'ensemble des 27 États membres.

Cette approche introduit la notion de compensation démographique par l'immigration. Elle se heurte à des représentations négatives au niveau de l'UE, comme l'atteste un sondage mené par BVA Xsight dans chacun des 27 États membres.

Perception de l'immigration chez les citoyens des 27 pays membres de l'UE



L'argument démographique au cœur du discours pro-immigration

Dans le contexte du vieillissement rapide de la population européenne et de la baisse de la natalité, l'immigration est présentée par les institutions européennes et certains acteurs politiques comme une réponse structurelle aux déséquilibres démographiques. Cette approche est relayée dans une partie minoritaire de l'opinion publique. Selon une enquête de BVA Xsight, 39 % des Européens considèrent que l'Europe a aujourd'hui besoin de l'immigration.

Parmi ces partisans, la compensation démographique et économique est la justification centrale. Lorsqu'on leur demande pourquoi l'Europe a besoin d'immigration, les réponses sont les suivantes :

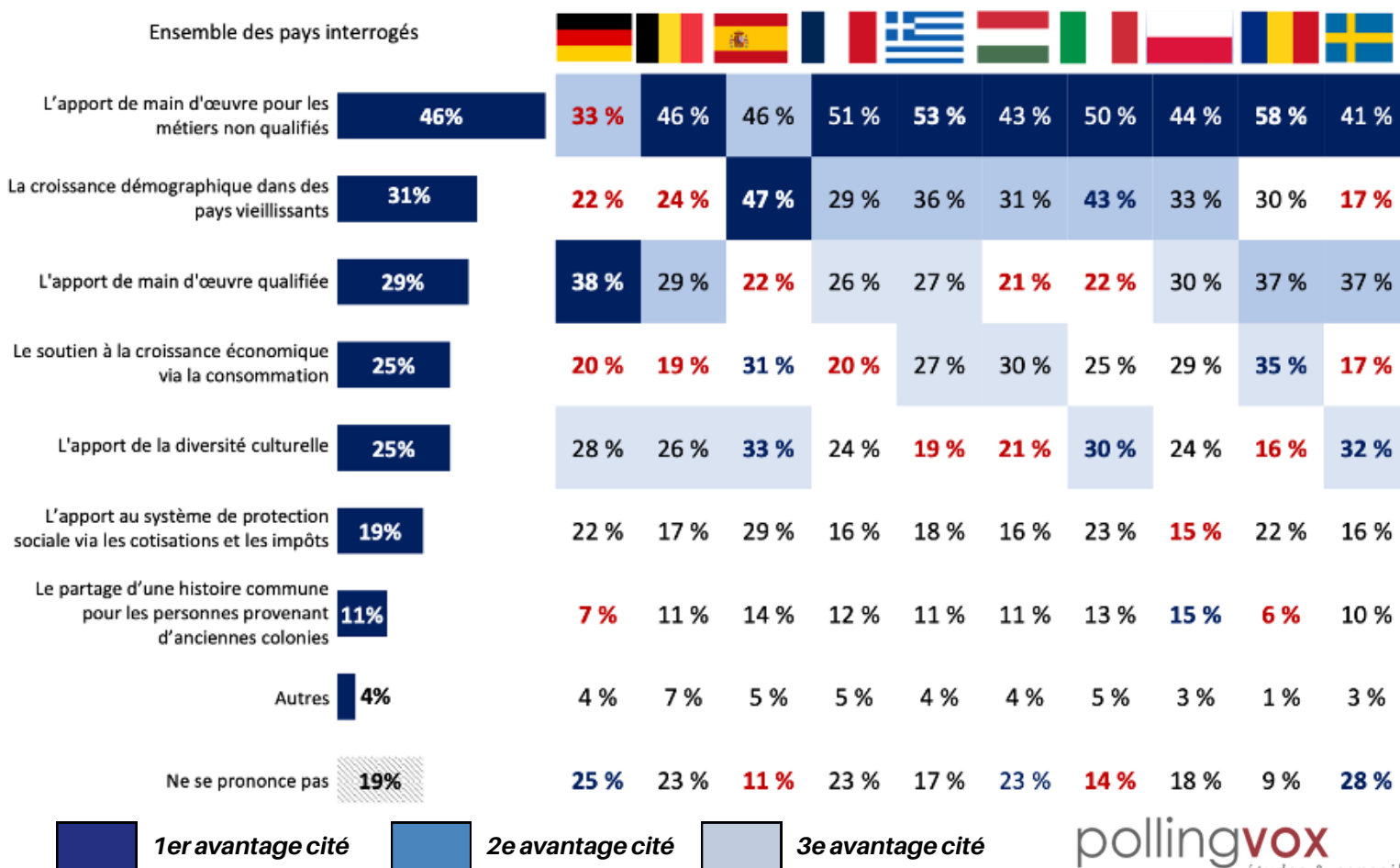
- 56 % — Pour compenser le manque de main-d'œuvre dans certaines professions ;
- 35 % — Pour soulager la crise de la natalité et limiter le vieillissement de la population ;
- 34 % — Par solidarité envers les populations en difficulté ;
- 25 % — Pour promouvoir la diversité culturelle ;
- 22 % — Pour attirer des compétences spécifiques.

Cette justification démographique est particulièrement présente dans les opinions publiques d'Europe du Sud et de l'Est, notamment en Espagne, au Portugal, en Pologne et en Italie, où les effets du vieillissement et de la dépopulation sont plus visibles. Ces États membres sont confrontés à une double pression : d'une part, un déficit structurel de main-d'œuvre ; d'autre part, une baisse durable des naissances, bien en dessous du seuil de renouvellement des générations.

Une enquête Via Voice dans neuf pays (septembre 2023, voir ci-dessous) confirme que les arguments démographiques et économiques constituent les principaux leviers rhétoriques mobilisés pour justifier la poursuite d'une politique migratoire ouverte dans l'UE.

Quels sont, selon vous, les principaux avantages à l'immigration dans l'UE? (Enquête Viavoice, 2023)

Ensemble des pays interrogés



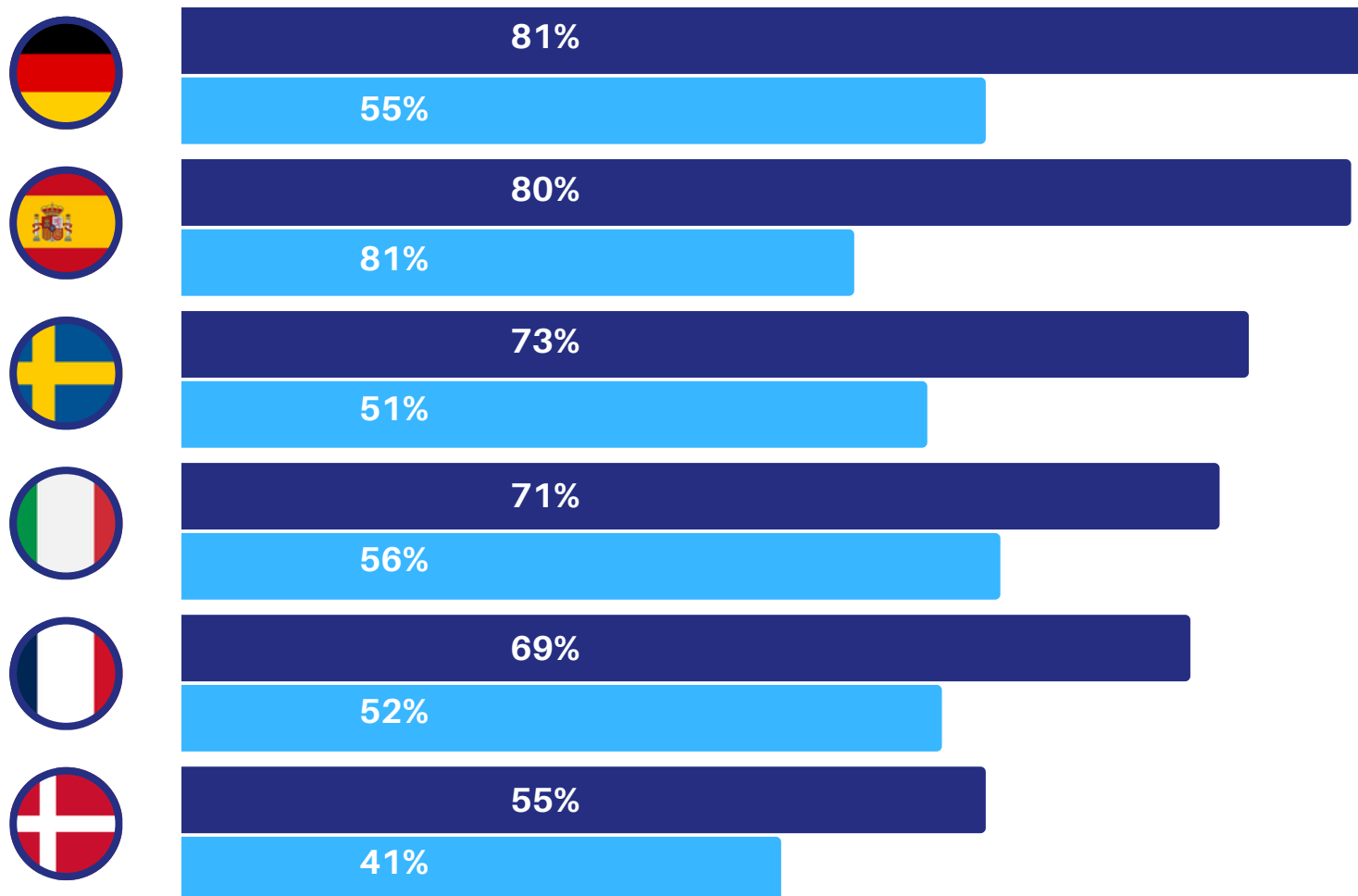
Une légitimation qui se heurte à un rejet populaire majoritaire

Si l'argument démographique constitue une clef de voûte du discours pro-immigration, il se heurte cependant à un refus massif de l'immigration dans l'opinion européenne. Selon une étude BVA Xsight, la perception d'une immigration « trop élevée » est partagée par une majorité des citoyens dans la quasi-totalité des États membres.

Ce constat est renforcé par un sondage YouGov réalisé en février 2025, où la proportion de personnes estimant que « le niveau de l'immigration au cours des dix dernières années a été trop élevé » (**bleu foncé**) et la proportion de personnes estimant que « ce niveau d'immigration a été une mauvaise chose pour leur pays » (**bleu clair**) sont extrêmement élevées dans six pays situés dans des zones géographiques variées comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

Cette perception traduit une fracture croissante entre le discours institutionnel et les préférences populaires, en particulier dans les grands pays d'immigration.

Résultats de l'enquête YouGov / Eurotrack (février 2025) - Sondage réalisé auprès de 8 800 adultes dans sept pays européens, comparant les perceptions nationales des niveaux d'immigration et de leur impact



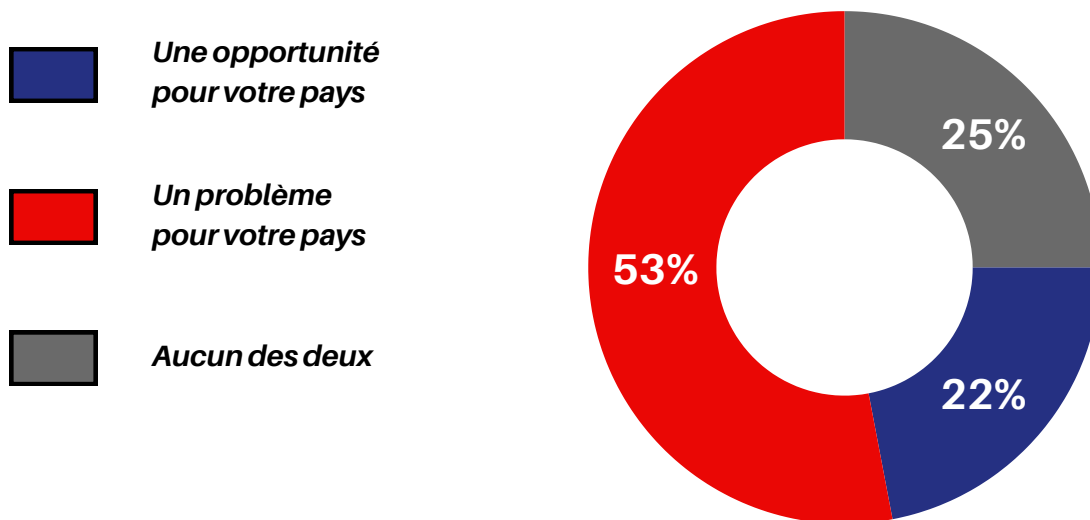
Un argumentaire rejeté dans l'opinion mais efficace à la marge

Malgré cette opposition majoritaire, l'argument démographique n'est pas sans efficacité politique. Les enquêtes montrent qu'il peut convaincre certains segments spécifiques de l'opinion, notamment les jeunes diplômés, les cadres et les populations urbaines, plus sensibles aux enjeux économiques que culturels ou identitaires.

En France, par exemple, une enquête Elabe (2024) révèle que si 61 % des Français estiment qu'il y a trop d'immigrés, 52 % sont favorables à l'accueil de « migrants économiques » venus travailler. Ce paradoxe illustre bien la nuance d'une partie de l'opinion : elle peut rejeter l'immigration en général tout en admettant des migrations ciblées motivées par des besoins économiques précis.

Ces tendances suggèrent que l'argument démographique pourrait jouer un rôle de levier d'opinion, sans pouvoir aujourd'hui inverser le rapport de force global, marqué par une hostilité majoritaire. À moyen terme, cette ligne argumentative pourrait néanmoins permettre de rallier certains groupes sociaux — notamment ceux en faveur d'une immigration économique contrôlée — autour de politiques migratoires sectorielles.

En général est-ce que vous pensez que l'immigration est...



Source: BVA Xsight (Avril 2024), Concerns and perceptions of EU citizens



IV. Opinion sur les politiques de soutien à la natalité

La riposte politique face à la dénatalité européenne exige une véritable inventivité, tant le phénomène est mondial, structurel et multifactoriel. La baisse de la natalité touche en effet des sociétés très différentes, aux modèles sociaux, économiques et culturels contrastés — de la Suède à l'Italie, en passant par l'Allemagne ou la France. Aucune politique uniforme ne peut donc prétendre enrayer seule ce déclin.

Trois constats s'imposent d'emblée :

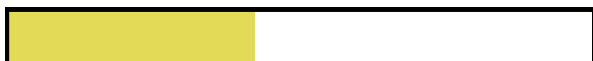
- Il s'agit d'un **phénomène généralisé** et complexe, qui dépasse les frontières européennes ;
- Les opinions publiques européennes répondent avant tout par des **demandes matérielles** (soutien financier, logement, stabilité de l'emploi) plutôt que par une réflexion culturelle ou morale sur la famille ;
- Enfin, l'Union européenne tend à faire de cette crise démographique un nouveau champ d'intervention, au détriment des compétences des États-nations, en inscrivant la natalité dans une **logique technocratique et budgétaire** plutôt que civilisationnelle.

Les explications dominantes du déclin démographique sont avant tout matérielles. Deux approches peuvent être retenues :

1. Celle des **motivations individuelles** avancées par les personnes en âge d'avoir des enfants, expliquant leur choix de reporter ou de renoncer à la parentalité ;
2. Celle des **facteurs structurels** observés par les États (croissance économique, politiques familiales, coût du logement, niveau de vie, évolution religieuse, etc.).

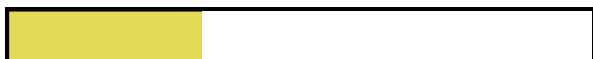
Pour la première approche, une étude Ipsos réalisée en 2023 dans 29 pays, européens ou non, indique que les raisons évoquées par les personnes ne souhaitant pas avoir d'enfants, ou pas davantage, relèvent de registres très variés : contraintes économiques, manque de temps, incertitudes environnementales, ou encore sentiment de perte de liberté. Ces réponses confirment que la crise démographique ne résulte pas uniquement de la conjoncture, mais d'un changement profond des représentations sociales et culturelles de la famille.

24%



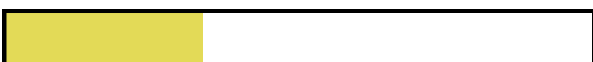
Raisons psychologiques

18%



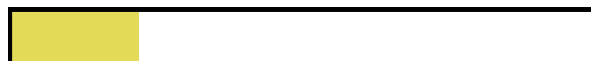
Raisons financières

18%



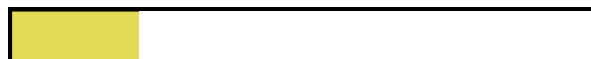
Situation personnelle

11%



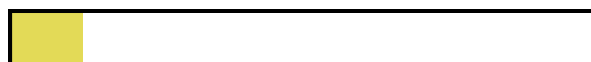
Déjà assez d'enfants

11%



État du monde

7%



Ne veut pas

Un impact limité des politiques publiques

Si l'on adopte la seconde approche, centrée sur les conditions objectives, économiques, sociales ou juridiques des pays européens, aucune explication unique ne semble permettre de comprendre la baisse continue de la natalité.

L'exemple de la **France** illustre bien cette complexité. La montée du taux de natalité observée au début des années 2000, suivie de son effondrement à partir de 2015, ne correspond pas à une rupture nette dans les conditions économiques ou sociales du pays (INSEE). Ainsi, la remise en cause de l'universalité des allocations familiales – leur modulation selon les revenus – n'a été annoncée qu'en 2013 et appliquée qu'en 2015, soit après l'inversion déjà amorcée de la courbe des naissances.

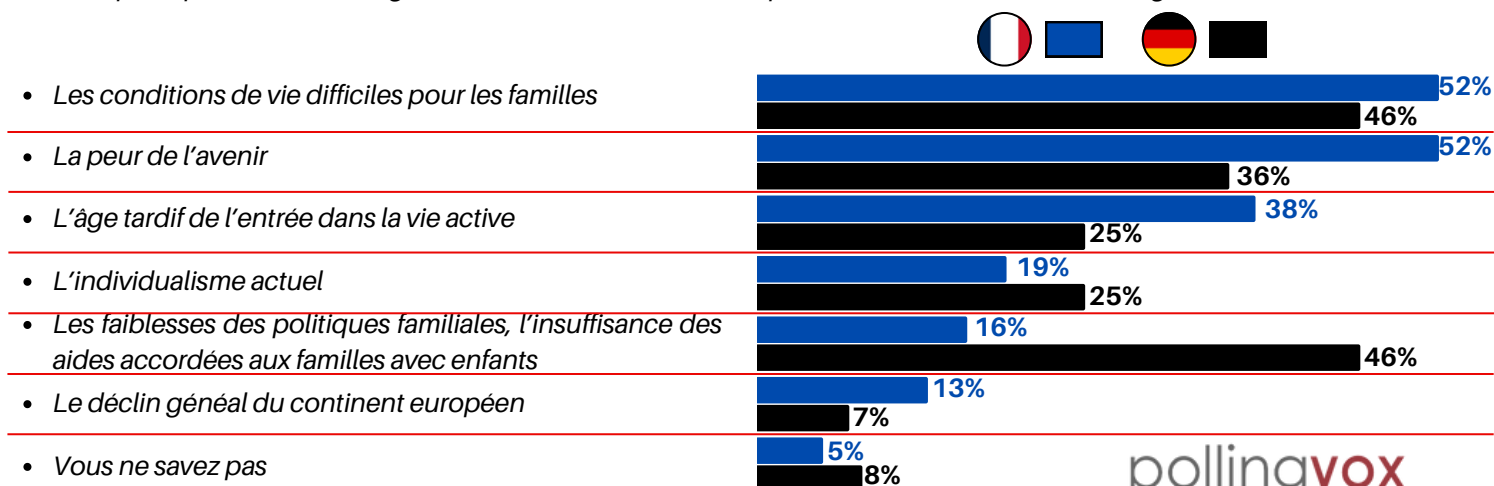
Malgré cela, les conditions matérielles demeurent, dans la perception des citoyens, la première explication du recul de la fécondité : pouvoir d'achat, coût du logement, précarité professionnelle ou encore équilibre entre vie familiale et vie professionnelle sont régulièrement cités comme les principaux freins à la parentalité.

En **Pologne**, plusieurs sondages menés par l'institut CBOS confirment cette tendance. Les Polonais attribuent la faiblesse de la natalité et le report de la maternité à des difficultés économiques et sociales concrètes : insécurité financière, accès difficile au logement, contraintes professionnelles fortes, mais aussi perte de repères moraux et inquiétudes liées au contexte international. Ces facteurs nourrissent une forte attente envers l'État, perçu comme devant faciliter l'accès à la parentalité par des politiques publiques plus ambitieuses.

L'exemple de l'**Allemagne** va dans le même sens. En 2019, alors que le taux de fécondité était de 1,54 enfant par femme contre 1,87 en France, un sondage IFOP montrait que les Allemands citaient en premier lieu, à égalité avec la difficulté des conditions de vie familiales, la faiblesse des politiques de soutien aux familles comme principale explication du déficit de natalité.

Ces observations suggèrent que, malgré leur diversité, les sociétés européennes partagent une même conviction : la dénatalité n'est pas seulement une question culturelle, mais le symptôme d'un déséquilibre structurel entre les aspirations familiales et les conditions économiques offertes par les États.

En Europe, les couples ont en moyenne un enfant de moins qu'ils ne le voudraient. Selon vous, quelle est la raison principale de ce décalage entre le désir et la réalité ? En premier ? Et en second ? (Sondage IFOP, 2019)



Un risque d'interventionnisme de l'UE

Le Flash Eurobarometer 534, publié en 2023, met clairement en lumière la volonté croissante de l'UE de s'emparer de la question démographique. Ce sondage montre que 81 % des Européens estiment que le traitement du changement démographique doit rester une priorité politique majeure. Parmi eux, 51 % considèrent que cette action doit être menée à la fois au niveau européen et national, 15 % la jugent prioritaire pour les États membres seuls, et 15 % souhaitent qu'elle relève principalement de l'UE.

Cette enquête s'inscrit dans une **démarche de légitimation de l'action communautaire** : le questionnaire lui-même structure une véritable feuille de route politique. Les différentes questions du sondage abordent successivement :

- la gestion du défi démographique (Q4) ;
- la coopération européenne dans ce domaine (Q5) ;
- les actions jugées décisives pour y faire face (Q6) ;
- et enfin, les solutions technologiques envisagées contre le vieillissement (Q8).

Derrière cette présentation méthodique se profile une orientation claire : la démographie devient un prétexte à l'élargissement du champ d'action de l'UE, au détriment des politiques familiales nationales. Les solutions proposées restent majoritairement matérielles et technocratiques — incitations économiques, soutien à l'emploi, innovation technologique — alors que la crise démographique européenne revêt, en partie, une dimension civilisationnelle, liée à la sécularisation des valeurs et à la redéfinition du rôle social de la famille.

Un paradoxe se dégage cependant : en France, pourtant considérée comme un pays d'intervention étatique fort, que l'on observe la plus grande prudence quant au rôle des pouvoirs publics en matière de natalité. Selon un sondage Elabe pour l'Institut Montaigne (2024), une majorité de Français jugent que ce n'est pas le rôle de l'État de se mêler de natalité.

Vous personnellement, quelle est votre opinion à l'égard de la volonté de l'État de relancer la natalité en France ? (En % - Ensemble des Français (Sondage ELABE, 2024))

Ce n'est pas le rôle de l'État de donner une injonction à avoir des enfants, chacun fait ce qu'il veut



Cela ne me dérange pas, c'est normal que l'État cherche à relancer la natalité et encourage à avoir des enfants



Une politique nataliste est réclamée par les Européens, et notamment par les jeunes couples, mais pas au prix d'une étatisation accrue.

Comme en témoigne le nombre réduit et le caractère disparate des données d'opinion disponibles sur cet enjeu pourtant vital pour l'Europe, il s'agit d'un chantier politique encore peu investi.

Références

➔ Générales et statistiques

- Commission européenne (2023); *Communication on addressing demographic change in Europe*. Bruxelles.
- Eurostat (Office statistique de l'Union européenne, 2024); *Demography of Europe 2024 : Population, fertility, mortality and migration indicators*. Bruxelles.
- Eurostat (Office statistique de l'Union européenne, 2024); *Migration and migrant population statistics*. Bruxelles.
- Eurostat (Office statistique de l'Union européenne, 2024); *Fertility statistics*. Bruxelles.
- Institut Montaigne (2024); *La démographie française face au vieillissement et à l'immigration*. Paris.
- Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE, 2024); *Indicateurs démographiques 2000-2024 : fécondité, mortalité, âge moyen à la maternité*. Paris.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, 2024); *Society at a Glance – OECD Social Indicators 2024*. Paris.
- Ośrodek Badania Opinii Społecznej (CBOS, 2023); *Opinie o rodzinie i diecie*. Varsovie.
- IFOP (2019); *Les Européens et la natalité : perceptions et attentes*. Paris.

➔ Perception et opinions publiques

- BVA Xsight (2024); *Les Européens et l'immigration : motivations, perceptions et peurs*. Paris.
- Elabe pour l'Institut Montaigne (2024). *Les Français et la natalité : attentes et politiques familiales*. Paris.
- Ipsos Global Advisor (2023); *Global Attitudes on Family and Fertility. Enquête internationale menée dans 29 pays*. Londres.
- ViaVoice (2023); *Les Européens et la démographie : perceptions et priorités politiques*. Paris.
- YouGov / Eurotrack Survey Results (2025); *Perceptions of immigration levels and impact in Europe*. Enquête réalisée du 5 au 18 février 2025 auprès de 8 800 adultes dans sept pays européens. Londres.
- Commission européenne (2023); *Flash Eurobarometer 534 – Europeans' attitudes towards demographic change*. Bruxelles.

Références

➔ Cartes et graphiques

- **Projection de l'évolution démographique des pays de l'UE selon 6 scénarios, 2022-2100 (en millions):** Eurostat (2023), *Bilans et indicateurs démographiques par type de projection (proj_23ndbi)*. Bruxelles.
- **Naissances et décès en Europe, 1961-2024 (en millions):** Eurostat (2025), *Population and Population change statistics (Fig 02 v 3)*. Bruxelles.
- **Taux de fécondité par État membre (2025):** Eurostat (2025), *Indicateur conjoncturel de fécondité (tps00199)*. Bruxelles.
- **Projection de l'évolution de la population dans l'UE d'ici à 2100 (Scénario Actuel et Zéro immigration) :** Eurostat (2024), *EUROPOP23: Population au 1er Janvier par âge, sexe et type de projection (proj_23np)*. Bruxelles.
- **Sondage ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne (2024):** Réarmement démographique, qu'en pensent les Français ?. Paris.
- **Perception de l'immigration dans l'UE:** BVA Xsight (Avril 2024), *Concerns and perceptions of EU citizens*. Paris.
- **Enquête européenne sur l'immigration de Confrontations Europe et Institut Viavoice(2023):** *Les principaux avantages de l'immigration dans l'UE*. Paris.
- **Perception de l'immigration :** YouGov / Eurotrack (2025); *Survey Results*. Londres.
- **En général, est-ce que vous pensez que l'immigration est...? :** BVA Xsight (Avril 2024), *Concerns and perceptions of EU citizens*. Paris.
- **Raisons du non-désir d'enfant :** Ipsos (2023); *Global Attitudes on Family and Fertility*. Londres.
- **Comparaison France/Allemagne sur les questions de baisse du taux de fécondité :** IFOP (2019); *Regards franco-allemands sur les défis démographiques de l'Europe*. Paris.
- **Opinion à l'égard des politiques natalistes :** Étude ELABE réalisée pour Les Echos et l'Institut Montaigne (février 2024), *Les Français et la natalité*. Paris.

PATRIOTS

FOR *EUROPE* FOUNDATION

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publié en 2025
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

*La Fondation Patriotes pour l'Europe est en partie financée par le Parlement européen.
Le Parlement européen et la Fondation Patriotes pour l'Europe n'assument aucune responsabilité
quant aux opinions exprimées dans cette publication. La responsabilité exclusive incombe aux auteurs individuels.*